

# Que serait le monde après l'élection d'Emmanuel Macron ?



Un monde enténébré fait de cris, de souffrance et de violence. Depuis des années sur un mode silencieux et hypocrite, l'homme a décidé de ne plus lutter. De se nier et de rejeter son histoire, sa langue, son besoin de spiritualité, dans les poubelles de sa propre déchéance. Le monde de demain sera un monde où Dieu aura déserté parce que l'homme ne lui fera plus confiance. Si le christianisme est encore un marqueur dans la société, sa disparition est annoncée. La jeunesse s'en éloigne. Qui porte la faute de la désertion ? Le corpus qui régit la vie chrétienne. Prêtres, évêques vivent dans leur béatitude, trop éloignés de l'homme. Ils n'entendent pas ses cris de souffrance.

Sans relâche depuis presque trois siècles maintenant les jacobins de la Révolution sont à la manœuvre. S'il ne fallait citer qu'un seul exemple de l'esprit et de la permanence du

combat qui les anime, il suffirait de citer dernièrement le refus du Conseil Municipal du XVIII<sup>e</sup> arrondissement de Paris qui s'est opposé au fait de classer le Sacré-Cœur Montmartre.

Les raisons évoquées sont plus hésitantes les unes que les autres et cachent les réelles intentions. La basilique visitée par 11 millions de touristes chaque année aurait été bâtie raconte la légende pour expier les crimes de la Commune. Or, un rassemblement de gauche où viennent bêler de concert des associations laïcardes, communistes et franc-maçonnnes ; des historiens aussi en mal d'audience, tous clament d'une seule voix que la Sacré-Cœur serait une insulte à la Commune. La vérité est ailleurs bien entendu. Le classement côtoie le 150<sup>e</sup> anniversaire de la dernière révolution qui fut écrasée par l'armée. « Comme d'habitude, écrit l'ancien député Christian Vanneste sur son blog, la gauche veut réécrire l'histoire, sacraliser ce qu'elle aime et effacer ce qu'elle hait. Vannest ajoute : "Remarquons d'ailleurs combien la haine et la sacralisation animent ceux qui prétendent combattre la première et noyer toute religion dans un bain de laïcité."

Avec Notre-Dame en flammes, des églises profanées ; des cimetières où les croix sont arrachées des édifices et jeter au sol, un pape qui balbutie des inepties à longueur de journée, la chrétienté vit ses dernières heures. Il faut ajouter au tableau apocalyptique, le prêtre égorgé dans l'église pendant l'office, l'acte ignoble n'a pas noirci les rues des villes de France de chrétiens criant leur indignation. Les évêques n'ont pas bougé le peuple chrétien les a imités dans le silence de la soumission.

Un prêtre assassiné pendant l'office religieux qu'il animait. Un enseignant égorgé, la tête détachée du tronc, posée à même le trottoir, comme s'il s'agissait d'un objet devenu encombrant dont on voulait sournoisement se séparer. Qu'ont fait les Français et le personnel politique devant la violence de ces deux actes ? Les politiques ont bafouillé les niaiseries habituelles, la presse a cherché à détourner le

sens profond de l'acte, et l'homme de la rue en état de sidération n'a rien fait. Il n'a pas demandé des comptes, pointé du doigt les responsables. Apeuré. Parce qu'il a peur. Il n'a pas su ce qu'il devait faire.

Les deux assassinats sont les marqueurs d'une société à la dérive.

Le silence est devenu notre guide. Nous nous taisons dorénavant devant les cris de l'adolescente violée en plein jour sur la place publique, de la gifle reçue par la femme, qui n'avait pas la tête couverte d'un voile.

Devant le massacre déjà en marche, il est une population dont on ne parle plus. L'enfant. Si durant des siècles il fut ignoré, seulement accepté comme étant le résultat biologique du rapport sexuel entre une femme et un homme. Nié juridiquement il n'est pas considéré comme une personne. À peine lui accorde-t-on le fait d'être un adulte en devenir. Il faut attendre le XVIII<sup>e</sup> siècle pour que son statut de personne apparaisse comme une évidence au regard du législateur. Le père tout puissant perd son autorité sur son enfant et la majorité de celui-ci fixée à vingt-cinq ans finit par ne plus être appliquée. Une étape non négligeable est franchie est XIX<sup>e</sup> siècle où apparaît l'évidence de la nécessité de la protection de l'enfant. Il est considéré comme un être ayant besoin de protection. Mais le XX<sup>e</sup> le considère enfin comme une personne avec des droits spécifiques. Le massacre d'un million et demi d'enfants disparus dans les fours crématoires avait amené les rédacteurs de la Déclaration universelle des droits de l'homme à se pencher sur celui qui le précède dans l'évolution. En 1959 l'ONU adopte la déclaration des droits de l'enfant et le reconnaît comme sujet de droit.

La dérive a eu lieu. Forcément. Ce fut la période de l'enfant roi. Il décidait de tout jusqu'au programme de télévision. On vit fleurir des lignes de vêtement. C'était l'enfant consommateur. Puis il disparut, redevenant une "chose". De nos jours qu'en est-il de sa place dans la société ? L'enfant est

redevenu invisible, un "produit" que l'on achète, que l'on supprime, s'il ne correspond plus aux besoins initiaux ; pour faire bonne figure, on inventa "le droit à l'enfant". Au même titre qu'il y a le droit aux soins, à la liberté, à la protection, qui sont les fondements des lois régaliennes. L'enfant a sa place parmi les besoins. Un besoin et rien d'autre. Mais il y eut pire encore. Le philosophe Michel Onfray nous rappelle dans son ouvrage intitulé "Foutriquet" ce qui s'est déroulé dans la nuit du 30 juillet au 1er août 2020. La République en marche a voté une loi annonçant clairement ce que sera la place – la non-place – de l'enfant. Il fut donc voté une étendue à l'interruption médicale de grossesse pour motif "détresse psychosociale".

"Qu'est-ce que c'est qu'une détresse psychosociale ? s'interroge Onfray. Un vinaigre théorique produit par le mélange de vulgates freudiennes pour le 'psycho' et de vulgates marxistes pour le social. Autrement dit : une soupe freudo-marxiste dont on connaît les ingrédients puisque, depuis un demi-siècle, elle est concoctée dans les arrière-cuisines de la pensée soixante-huitarde, l'actuel lieu de confections de brouets macroniens décolonialistes, wok, cancel culture, etc."

Si vous avez oublié à quoi la loi se rattache sans pathos, je vais vous répondre. À neuf mois et un jour, une femme peut décider pour motif de "détresse psychologique" de ne plus mettre au monde l'enfant qu'elle porte. Le chirurgien doit aller le chercher dans le ventre de la mère. Et pour l'extraire, il devra lui écraser la tête, et lui démembrer, les membres supérieurs.

Reconnaissons qu'il s'agit là d'une avancée sociétale, pour laquelle les populations à venir, nous applaudirons. Sauf si leur degré de violence et de mort sera supérieur à la nôtre. Michel Onfray continue : "la société qui sacrifie des enfants sur l'autel d'un confort psychique et social, celle qui fait d'un enfant une variable d'ajustement de l'hédonisme vulgaire

et trivial de notre époque consumériste, celle qui fait du plus petit des humains désarmés la victime innocente et le bouc émissaire des égoïsmes mondains. Ce genre de barbare, un sous-animal liminaire en son genre, me retourne le cœur et l'âme. Moralement, il croupit un cran en dessous du serpent.”

Notre société bardée d'associations en tout genre dont les responsables fondent sur les tribunaux en rien de temps est muette devant la situation des enfants placés, déplacés dans les centres où vivotent dans les familles d'accueil. Les lieux en question sont les supermarchés où viennent s'approvisionner en chair fraîche les pédophiles politiques, mondains et artistiques.

**Raphaël Delpard**

Michel Onfray “Foutriquet” éditions Albin-Michel février 2022.